



Prix de thèses de la Fondation Mattei Dogan décernés par l'AFSP

Lauréats 2019

Adam Baczko

Adam Baczko a soutenu, en décembre 2018 à l'École des hautes études en sciences sociales, une thèse en science politique sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau et Gilles Dorronsoro devant un jury composé de Richard Banégas, Rainer Maria Kiesow, Olivier Nay, Alessandro Monsutti et Shalini Randeria.

Intitulée « La guerre par le droit : justice, domination et violence en Afghanistan (2001-2018) », cette recherche retravaille les approches sociologiques de l'État et du droit en conceptualisant les guerres civiles, non pas comme des situations de non-droit, mais de compétition entre systèmes juridiques. Elle interroge comment un mouvement armé fait reconnaître les décisions de ses juges comme des actes juridiques dans un contexte où rendre justice est indissociablement une activité politique, un instrument de contrôle social et un enjeu de la guerre. À travers une enquête de terrain conduite entre 2010 et 2016, la thèse analyse les implications sociales et politiques de la formation d'un droit par l'insurrection Taliban. Elle montre que les Taliban mettent en place leurs tribunaux dans un contexte d'incertitude juridique radicale causée par des décennies de guerre civile et alimentée, après 2001, par l'intervention militaire occidentale. En vue d'assurer l'impartialité de ses juges, l'insurrection les intègre dans un système institutionnel et tâche d'encadrer leurs pratiques par des procédures rudimentaires d'objectivation. Tout en restant pris dans la guerre, ce système juridique permet au mouvement armé de régler certains conflits privés et, par là, de légitimer son emprise territoriale et d'appliquer son programme politique.

Ses travaux ont été publiés dans la *Revue d'étude des mondes musulmans et de la Méditerranée*, la *Revue française de science politique*, *Politix*, *Central Asian Affairs*, *Critique internationale*, *Actes de la recherche en sciences sociales* et *Development & Change*. Avec Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, il est également l'auteur, de *Syrie. Anatomie d'une guerre civile* (CNRS Éditions, 2016) et de sa traduction remaniée *Civil War in Syria. Mobilization and Competing Social Orders* (Cambridge University Press, 2018).

Durant son doctorat, Adam Baczko a successivement été allocataire DGA/CNRS, Order, Conflict and Violence Fellow à Yale University, Junior Visiting Fellow à l'Institut für die Wissenschaften vom Menschen (IWM) et Trajectories of Change Fellow à la Zeit-Stiftung Ebelin und Gerd Bucerius. Depuis 2016, il travaille au sein du programme ERC « Social Dynamics of Civil Wars » dirigé par Gilles Dorronsoro à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il vient d'être recruté comme chargé de recherche au CNRS à compter d'octobre 2019.



Marine Bourgeois

Marine Bourgeois a soutenu en avril 2017 une thèse de science politique au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po Paris sous la direction de Patrick Le Galès. Le jury était composé de Pierre-Yves Baudot, Olivier Borraz, Renaud Epstein, Valérie Sala Pala et Alexis Spire. Intitulée « Tris et sélections des populations dans le logement social. Une ethnographie comparée de trois villes françaises », cette thèse se situe au croisement de l'analyse des politiques publiques, de la sociologie des organisations et de la sociologie du guichet. Elle analyse la manière dont sont choisis les futurs locataires d'habitats à loyers modérés et dont se construisent les discriminations à l'entrée du parc social. Elle développe une étude de l'action publique du point de vue de ceux qui la mettent en œuvre, sans la réduire au niveau du guichet, en articulant plusieurs échelles d'analyse : la dimension micro des interactions entre agents et demandeurs de logement, la dimension méso des organisations qui cadrent ces interactions, et la dimension macro des normes et du droit. La thèse montre que l'attribution des logements sociaux n'est discrétionnaire et discriminatoire que dans certaines configurations spécifiques qui dépendent des marges de manœuvre du bailleur, de l'état du patrimoine social et des comportements des agents de terrain. Elle explique la récurrence des pratiques discriminatoires par l'importance des contraintes institutionnelles, le poids de la culture professionnelle et l'influence des caractéristiques territoriales. En revanche, elle nuance le rôle des trajectoires individuelles et des propriétés sociales des individus. Ce travail présente plusieurs contributions à l'analyse des politiques publiques, en hiérarchisant les explications disponibles sur la production des discriminations et en introduisant la variable du contexte local dans les études sur la *street-level bureaucracy*. Sur le plan des méthodes, l'enquête mobilise des observations, des entretiens et des analyses documentaires, adossés à un traitement statistique exploratoire de dossiers individuels. Les résultats de cette recherche ont déjà fait l'objet de plusieurs publications sous forme d'un livre publié aux éditions Dalloz, d'articles dans des revues à comité de lecture et de chapitres dans des ouvrages collectifs. Postdoctorante à Sciences Po Paris puis à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne, Marine Bourgeois poursuit aujourd'hui ces réflexions sur les recompositions des politiques de peuplement et leurs effets en termes de justice socio-spatiale. Elle approfondit la question des modes de tri et de sélection des populations dans d'autres secteurs de politiques publiques que le logement. En parallèle, Marine a assuré de nombreux enseignements, comme ATER et comme enseignante vacataire, dans plusieurs universités et instituts d'études politiques. Elle est chercheuse associée au Centre d'études européenne et de politique comparée de Sciences Po Paris et sera maîtresse de conférences en science politique à l'IEP de Grenoble à partir de septembre 2019.



Léa Lemaire

Léa Lemaire a soutenu en janvier 2017, à Sciences Po Aix et à l'Université Libre de Bruxelles, une thèse de science politique intitulée « 'Noir et illégal' aux frontières de l'Europe. De la construction d'un mythe à l'émergence d'une gouvernabilité transnationale des migrations. Malte-Bruxelles (2002-2013) ». Le jury était composé de Jean-Pierre Gaudin et Andrea Rea (directeurs de thèse), Philippe Aldrin (président), Virginie Guiraudon et Jacinthe Mazzocchetti (rapportrices) et Christian Olsson (examinateur).

Cette thèse s'appuie sur une enquête multi-située entre Malte et Bruxelles. Elle combine l'analyse des politiques publiques avec l'anthropologie des camps et les *governmentality studies*. D'une part, elle examine les politiques d'accueil et de contrôle visant les ressortissants subsahariens secourus en mer et acheminés à Malte, depuis l'entrée de l'île-État dans l'Union européenne (UE) en 2004. En particulier, elle se penche sur le dispositif d'enfermement systématique à l'arrivée mis en place par le ministère de l'Intérieur maltais, et sur les programmes de réinstallation et de relocalisation des migrants, auxquels participent tant les États-Unis que la Commission européenne ou le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations-Unies. D'autre part, cette recherche s'intéresse à la vie quotidienne des ressortissants subsahariens à Malte à l'intérieur et à l'extérieur des centres fermés, au cours de leurs loisirs, aux guichets des administrations, ou à leur domicile. À ce titre, elle étudie leurs activités quotidiennes, les discriminations exercées à leur encontre, leurs pratiques de mobilité, leurs rapports au travail, et à l'attente. Cette recherche analyse l'expérience de l'enfermement et la manière dont celle-ci se prolonge, ou non, au-delà des centres fermés.

L'apport principal de cette thèse réside dans la prise en compte tant des bénéficiaires dans l'analyse des politiques publiques. Cette approche permet de mettre en exergue la déconnexion entre l'expérience vécue par les bénéficiaires et la manière dont ces derniers sont pensés et gérés par les décideurs. Cette déconnexion est une dimension fondamentalement politique, qui est en revanche peu étudiée par la littérature. Cependant, elle est caractéristique de la gouvernabilité transnationale contemporaine.

Un autre apport de cette thèse réside dans l'analyse qu'elle propose de la relocalisation, un dispositif d'action publique récent et fortement médiatisé, mais qui a été peu étudié. La relocalisation vise à transférer des migrants à l'intérieur de l'UE. Mise en œuvre en Italie et en Grèce en 2015, elle fut préalablement expérimentée à Malte. Les médias, les représentants de l'UE, des organisations internationales et des ONG la voient comme une solution à ce qu'ils considèrent être une crise migratoire. Au contraire, cette thèse invite à poser un regard critique sur la relocalisation et montre que cette dernière se comprend comme un dispositif de sécurité destinée à gérer un « stock » de population.

Léa Lemaire a enseigné à l'Université de Nice et à l'Université de Lille. Depuis mai 2018, elle est chercheuse postdoctorale à l'Université du Luxembourg.



Myriam Paris

Myriam Paris a soutenu en octobre 2018 à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne une thèse de science politique réalisée sous la direction de Frédérique Matonti et intitulée « "Nous qui versons la vie goutte à goutte" : féminismes et économie reproductive : une socio-histoire du pouvoir colonial à La Réunion ». Le jury était composé de Catherine Achin, Paola Bacchetta, Éric Fassin, Silyane Larcher et Pap Ndiaye.

Cette thèse montre qu'en s'identifiant comme celles qui « versent la vie goutte à goutte », des Réunionnaises mobilisées dans l'après-1945 au sein d'une jeune association féminine politisent une expérience alors partagée par la majorité des femmes de La Réunion : celle d'un pouvoir colonial qui organise à leur dépens le travail maternel. Pour mettre en lumière les revendications anticoloniales et féministes portées par ces militantes jusqu'à la fin des années 1970, la thèse propose une sociohistoire de l'économie reproductive à laquelle elles se confrontent. Elle retrace la genèse et les mutations de la gestion sociale et politique du travail reproductif à La Réunion en montrant comment cette gestion fait intervenir des rapports sociaux de genre, de race et de classe. Prenant pour fluide conducteur cette ressource vitale qu'est le lait et le travail d'allaitement dont il dépend, cette recherche part du lait versé par des nourrices détenues en esclavage au XIXe siècle et se conclut sur le « lait Debré », matière première d'une politique d'assistance instituée dans les années 1960 par le Premier ministre français du même nom. Appuyée sur l'analyse d'archives militantes et administratives, elle examine les normes, les procédures et les dispositifs qui inventent et réinventent un art colonial de gouverner en organisant et en contrôlant la reproduction humaine.

Pendant son doctorat, Myriam Paris a enseigné en tant que professeure des lycées professionnels à Noisy-Le-Sec, en tant qu'ATER à l'Université Paris Nanterre (2015-2018) puis en tant que chargée de cours invitée à l'Université de Genève. Elle enseigne actuellement comme ATER à l'Université Lumière Lyon 2. À compter de septembre 2019, elle mènera son projet de recherche « Care et domination (post)coloniale à La Réunion : les politiques sociales face au vieillissement outre-mer » dans le cadre d'un contrat postdoctoral de l'Université Paris Lumières.



En savoir plus sur les
Prix de la Fondation Mattei Dogan
décernés par l'AFSP sur le

www.afsp.info